

“ Économie mondiale :
peut-on toujours compter sur
un atterrissage en douceur ? ”

ÉTUDES **ECONOMIQUES**



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

SOMMAIRE

2

3

ÉDITORIAL

Économie mondiale :
peut-on toujours compter sur
un atterrissage en douceur ?

5

BAROMÈTRE

L'analyse des principales données
économiques : Chine

6

SCÉNARIO ÉCONOMIQUE

Les principales prévisions
économiques et financières

7

REVUE DES MARCHÉS

L'évolution hebdomadaire des marchés
(change, bourse, taux, matières
premières, etc)

8

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Les derniers articles, graphiques
commentés, vidéos et podcasts
des Études économiques



ÉCONOMIE MONDIALE : PEUT-ON TOUJOURS COMPTER SUR UN ATERRISSAGE EN DOUCEUR ?

Beaucoup de choses ont changé depuis la publication en septembre dernier des perspectives économiques pour le quatrième trimestre. Celles-ci prévoyaient généralement avec allégresse que l'économie mondiale s'orientait vers un atterrissage en douceur après le regain d'inflation le plus aigu et le resserrement monétaire le plus brutal observés depuis plusieurs décennies. Sur le plan économique, les statistiques plus récentes ont permis d'affiner les perspectives de croissance, du marché du travail et de l'inflation. La Chine a dévoilé un vaste plan de relance, et le Royaume-Uni présenté un budget radical pour 2025. Sur le plan politique, les États-Unis ont élu un nouveau Président et renouvelé le Congrès, tandis que la France et l'Allemagne ont recomposé tant bien que mal leurs gouvernements respectifs.

Compte tenu de ces évolutions, la perspective d'un atterrissage en douceur demeure-t-elle le scénario central pour l'économie mondiale et ses principales composantes ? En un mot oui, mais avec de plus grandes marges d'incertitude qu'auparavant, principalement dans un sens positif pour les États-Unis et négatif pour le reste du monde.

Commençons par l'économie américaine, pour laquelle les dernières statistiques confortent le scénario d'un atterrissage en douceur. Malgré la faiblesse des créations d'emplois en octobre, le marché du travail demeure robuste au vu des dernières inscriptions des demandeurs d'emploi qui sont ressorties en deçà des prévisions, tandis que le chômage se maintient à un point bas historique à 4,1 %. D'après les derniers PMI, la croissance de l'activité économique n'avait pas été aussi rapide depuis 2022, grâce aux services notamment, tandis que les perspectives pour l'industrie manufacturière s'améliorent enfin, se situant à leur plus haut niveau depuis 2 ans et demi. L'indice des prix à la consommation traduit toutefois, toujours, une certaine persistance de l'inflation, qui s'élève à 2,6% a/a en octobre (en légère hausse par rapport à septembre). Les derniers PMI donnent cependant des signes encourageants en matière de perspectives d'inflation. Cette semaine, l'indice d'inflation PCE (dépenses de consommation personnelle) sera scruté à la loupe pour prédire la prochaine décision de Réserve Fédérale, dont c'est la cible.

Cela peut-il durer ? Il est impossible de prédire dans quelle mesure ni selon quel calendrier, les promesses de campagne de Donald Trump seront mises en œuvre. Certaines sont de nature à stimuler la croissance (baisses d'impôts, déréglementation) et d'autres à freiner l'activité économique et générer de l'inflation (tarifs douaniers et durcissement de la politique d'immigration). Les premières nominations au sein de l'équipe économique — Scott Bessent au Trésor et Harold Lutnick au Commerce — semblent indiquer que ces deux types de politiques seront menées de front. Une dynamique similaire a été observée lors du premier mandat de Donald Trump sans que cela ne casse ni ne fasse s'envoler l'économie américaine. Toutefois, la situation pourrait être très différente cette fois. En effet, la dette et les déficits publics, l'inflation, les taux d'intérêt et l'output gap (écart entre la croissance réalisée et la croissance potentielle) se situent aujourd'hui tous à des niveaux plus élevés, de même que la valorisation des actions. Pousser avec la même force sur une ficelle ou sur un ressort comprimé donne des résultats différents ! En tout état de cause, mettre en place la plupart de ces mesures prendra du temps, et la nouvelle administration américaine voudra éviter de déstabiliser les marchés. Le scénario le plus

probable pour 2025 pourrait donc être celui d'une « absence d'atterrissage », marquée par une croissance et une inflation décélérant très peu, voire pas du tout, ce qui conduirait la Réserve fédérale à maintenir une politique plus restrictive que prévu. Toutefois, le scénario d'un sursaut de croissance suivi d'une chute brutale est plausible aussi.

La Chine, pour sa part, a mis en place un plan de relance qui commence à porter ses fruits. La demande intérieure rebondit, seul le secteur de la construction restant déprimé. Dans le même temps, les exportations sont demeurées vigoureuses. De fait, la croissance du PIB en 2024 devrait être très proche de l'objectif de 5 %, suivie d'une activité plus modérée en 2025, une fois que les effets de ces mesures de relance commenceront à s'amenuiser. Toutefois, quelle que soit l'ampleur du choc infligé à l'économie chinoise par les barrières douanières américaines, les autorités disposent d'une marge de manœuvre et de moyens suffisants pour atténuer les effets de ces mesures sur la croissance et, là aussi, parvenir à un atterrissage en douceur.

En Europe, les dernières statistiques sont plus préoccupantes. L'économie allemande stagne, le décrochage très net de l'industrie manufacturière s'accompagnant désormais d'une contraction dans le secteur des services. La France, d'après les PMI de novembre, enregistre un ralentissement de l'activité à la fois dans les services et dans l'industrie manufacturière. Le reste de l'Europe, et notamment les économies du Sud, se porte beaucoup mieux. Toutefois, au niveau de la zone euro dans son ensemble, les derniers PMI laissent présager une légère contraction de l'activité, le dernier PMI composite étant tombé à 48,5, son plus bas niveau depuis 10 mois. Dans le même temps, l'inflation salariale demeure assez forte, les salaires négociés ayant connu une accélération au troisième trimestre à 5,4 % en glissement annuel, leur rythme le plus élevé depuis les années 1990. Il s'agit cependant d'un indicateur rétrospectif qui reflète en grande partie les développements particuliers à l'Allemagne. De fait, les données plus contemporaines semblent attester d'un ralentissement. L'inflation des prix pour la zone euro dans son ensemble est tombée en deçà de 2 % en glissement annuel, et les membres du Conseil des gouverneurs de la BCE se déclarent « très confiants » dans la perspective d'un retour durable de l'inflation à son niveau cible l'année prochaine. La BCE devrait donc poursuivre à un bon rythme sa politique de baisse des taux d'intérêt jusqu'à parvenir à une posture neutre, et pourrait aller au-delà en cas d'intensification des vents contraires freinant la croissance.



Le redémarrage de l'activité que suppose le scénario d'atterrissage en douceur en zone euro ne s'est pas encore matérialisé, mais il reste possible sous réserve d'un rebond des investissements des entreprises et de la demande des ménages. La confiance des entreprises semble déjà se redresser dans le secteur industriel allemand d'après les derniers PMI, ce qui pourrait s'expliquer à la fois par le rebond économique en Chine et par la perspective de la probable arrivée prochaine en Allemagne d'un nouveau gouvernement plus favorable aux entreprises et plus désireux de stimuler l'investissement public. Du côté de la consommation, tout dépend de l'inversion tant attendue de l'accroissement du taux d'épargne observé depuis la pandémie. Or, une telle évolution devient de plus en plus plausible : la baisse des taux d'intérêt devrait accroître l'attrait relatif de la consommation par rapport à l'épargne, et plusieurs trimestres de hausse des salaires réels auront permis, même aux ménages les plus modestes, de se reconstituer une épargne minimale. Il faut cependant que la confiance des ménages se maintienne. Or, après 3 mois consécutifs d'amélioration, le dernier indicateur était en baisse.

Certes, de nouveaux droits de douane imposés par les États-Unis ou même l'incertitude créée par la menace d'une telle mesure, pourraient peser sur la croissance. Mais l'UE n'est pas démunie face à ce risque. En particulier, les anciens Premiers ministres italiens Mario Draghi et Enrico Letta ont remis aux dirigeants européens une feuille de route pour la mise en œuvre d'une série de réformes structurelles nécessaires indépendamment des droits de douane imposés par les États-Unis. Les appels à leur application venant de Christine Lagarde, Présidente de la BCE et de gouverneurs d'autres banques centrales de la zone euro se font de plus en plus pressants. D'après le FMI, réduire de 10 % les obstacles internes au marché unique pourrait augmenter la croissance de 7 %, ¹ ce qui dépasse largement toutes les estimations de l'impact des éventuels droits de douane américains.

Enfin, le Royaume-Uni est peut-être le pays pour lequel le scénario d'un atterrissage en douceur a été le plus remis en cause par les dernières statistiques, qui suggèrent plutôt un scénario de stagflation. Les PMI et les données tangibles (PIB, ventes au détail, construction) semblent attester d'une contraction récente de l'activité accompagnée d'un regain d'inflation. Les indicateurs avancés de confiance sont également plutôt négatifs. Cela dit, l'impact du sentiment négatif suscité par le budget 2025 devrait bientôt se voir compensé par les effets positifs du stimulus qu'il contient. De plus, la Banque d'Angleterre se dit jusqu'à présent confiante dans sa capacité à poursuivre le processus de détente monétaire, quoique à un rythme graduel et prudent, acceptant de retarder quelque peu le retour à l'objectif de 2 % d'inflation. Un atterrissage en douceur demeure donc tout à fait envisageable. Cependant, la marge de manœuvre dont dispose le Royaume-Uni pour répondre aux chocs négatifs, notamment « stagflationnistes », tels que des barrières douanières, est assez limitée.

Isabelle Mateos y Lago

¹ Source : [Notre appel commun pour un renouveau franco-allemand](#).



CHINE : DES SIGNES RASSURANTS D'AMÉLIORATION

Les indicateurs d'activité pour le mois d'octobre ont montré des signes encourageants d'accélération de la croissance. Les mesures de soutien mises en œuvre par les autorités commencent, enfin, à porter leurs fruits. L'amélioration n'est toutefois pas généralisée ; les pressions déflationnistes ont persisté et l'activité de crédit a continué de s'affaiblir.

Dans le secteur des services, la croissance de l'activité a accéléré à +6,3% en g.a. en octobre, contre +5,1% en septembre et +4,7% en moyenne sur les quatre mois précédents. Ce regain de vigueur a notamment été porté par les ventes au détail, qui ont été encouragées par des périodes de soldes et la poursuite des programmes de « remplacement des biens de consommation durable » subventionnés par les pouvoirs publics. Le marché immobilier a également donné des signes d'amélioration : la contraction des volumes de ventes est tombée à -1,6% en g.a., contre -12% au T3. En revanche, les démarrages et les finalisations de chantiers ont continué de chuter fortement en octobre.

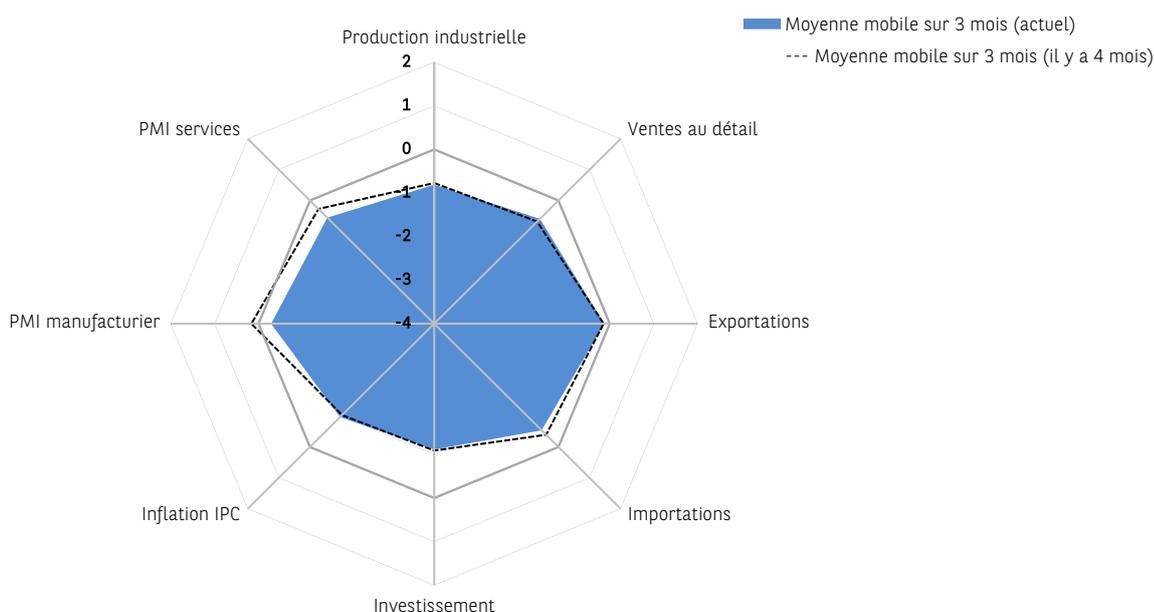
Dans le secteur industriel, la croissance s'est établie à +5,3% en g.a. en octobre, quasiment comme en septembre (+5,4%), après quatre mois de ralentissement. Elle a été tirée par la solide performance des exportations de marchandises, qui ont rebondi en octobre, en volume et en valeur (+12,7% en g.a. en dollars courants, après +4,6% en g.a. en moyenne sur les neuf premiers mois de 2024).

D'ici la fin de l'année, la dynamique plus favorable de la croissance dans les services et dans l'industrie devrait se poursuivre. Le secteur manufacturier devrait bénéficier d'un regain des commandes à l'exportation, en anticipation des hausses des droits de douane américains promises par Donald Trump. La demande intérieure devrait continuer de se renforcer, quoique modérément. Elle reste en effet bridée par plusieurs facteurs : la confiance du secteur privé reste faible, les ajustements nécessaires dans le secteur immobilier ne sont pas terminés, les conditions sur le marché du travail restent dégradées et freinent la progression des revenus, les pressions déflationnistes demeurent et pèsent sur les profits des entreprises. De fait, les prix à la production ont baissé en octobre (-2,9% en g.a.) pour le 25^e mois consécutif, l'inflation des prix à la consommation a de nouveau fléchi (+0,3% en g.a. après +0,5% au T3) et l'inflation sous-jacente est restée faible (+0,2% en g.a.).

Enfin, la croissance de l'encours de crédit domestique a continué de ralentir en octobre : le total des financements à l'économie (*social financing*) a augmenté de +7,8% en g.a. en termes nominaux, après +8,1% au T3. D'un côté, la croissance des prêts bancaires aux ménages s'est légèrement redressée, après neuf mois de ralentissement – ceci résulte de l'assouplissement des règles encadrant les prêts au logement et explique la moindre contraction des ventes de logements. D'un autre côté, la croissance des prêts aux entreprises et de leurs émissions obligataires a continué de ralentir, conséquence de la faiblesse de la demande et de l'offre de crédits. Les banques s'avèrent frileuses après plusieurs années de détérioration de la qualité de leurs actifs et de leurs marges d'intérêt. Le projet du gouvernement central de recapitaliser les principales banques publiques nationales pourrait aider celles-ci à renforcer leur offre de prêts.

Christine Peltier

INDICATEURS ÉCONOMIQUES DE LA CHINE



SOURCES : NBS, BNP PARIBAS

Les indicateurs du radar sont transformés en « z-scores » (écarts par rapport à la valeur moyenne de long terme exprimée en écart-type). Ces z-scores ont une moyenne de zéro et leur valeur fluctue ici entre -4 et +2. Sur le radar, la zone en bleu indique les conditions économiques actuelles. Elle est comparée aux conditions 4 mois auparavant (pointillés). Un élargissement de la zone bleue indique une amélioration de l'indicateur d'activité.


BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

SCÉNARIO ÉCONOMIQUE

6

ÉTATS-UNIS

L'éventualité d'une récession américaine consécutive au resserrement monétaire continue d'être écartée face à la résilience d'une économie qui a progressé de 2,9% en moyenne sur l'ensemble de l'année 2023. Après un ralentissement au T1 2024 (+0,3% t/t contre +0,8% au T4 2023), la croissance du PIB a réaccélééré à +0,7% au T2 et s'est maintenue à ce niveau au T3, avec la consommation des ménages comme moteur principal. Notre scénario central table sur une croissance de +2,7% en moyenne annuelle en 2024, grâce à l'acquis de croissance mais aussi à la progression des revenus réels. Le pic de l'inflation a été atteint mi-2022 et, si les chiffres du premier trimestre avaient nourri quelques inquiétudes, les données du T2 et du début de T3 ont marqué la reprise nette de la trajectoire de désinflation. En outre, l'IPC devrait s'élever encore à +2,4% a/a au dernier trimestre 2024. Ce contexte, associé au refroidissement du marché du travail, a ouvert la voie à un assouplissement de la part de la Fed. Aussi, une baisse de 50 pb de la cible de taux été décidée en septembre, suivie par une baisse de 25 pb en novembre. Une nouvelle baisse, en décembre, devrait porter la cible à +4,25% - +4,5% en fin d'année.

CHINE

La croissance économique a accéléré au T3 2024 (+0,9% t/t contre +0,5% au T2) et s'est établie à 4,8% en g.a. sur les trois premiers trimestres de l'année. Pour atteindre la cible de croissance de « 5% environ » fixée pour 2024, l'activité doit rebondir au dernier trimestre, ce qui requiert la mise en œuvre rapide des mesures de soutien au secteur immobilier et de relance budgétaire annoncées au cours des dernières semaines. De fait, l'activité a gagné en vigueur en octobre, notamment tirée par une amélioration de la consommation des ménages et une solide performance des exportations. Cependant, les perspectives pour 2025 restent incertaines. D'une part, le secteur manufacturier devrait faire face à la multiplication des barrières protectionnistes. D'autre part, la demande intérieure reste freinée par d'importants freins, tels que la crise immobilière, la moindre progression des revenus des ménages, et la faiblesse de la confiance du secteur privé. L'inflation des prix à la consommation reste très faible, (à +0,3% en g.a. en octobre) et les prix à la production sont en baisse continue depuis deux ans.

ZONE EURO

La croissance en zone euro a surpris à la hausse au troisième trimestre 2024 à 0,4% t/t. Les difficultés persistantes dans l'industrie, soulignées par les niveaux actuellement faibles des indices PMI, et l'incertitude sur l'économie chinoise, constituent des risques à la baisse sur nos prévisions. Si l'Espagne devrait enregistrer des gains d'activité plus soutenus au cours des prochains trimestres, les écarts se resserreraient entre l'Allemagne, la France, et l'Italie. La croissance en zone euro serait soutenue par la baisse de l'inflation et la poursuite du cycle de baisse des taux d'intérêt par la BCE. La croissance en zone euro devrait aussi être soutenue par un marché du travail faisant toujours preuve de résistance et par le déboursement des fonds NGEU et ses déploiements sur le terrain.

FRANCE

La croissance s'est renforcée au 3^e trimestre 2024, à 0,4% t/t (après +0,2% t/t au 2^e trimestre 2024), soutenue principalement par l'impact favorable des Jeux Olympiques (JO), compensant l'impact négatif de l'investissement des entreprises (-1,4% t/t) et des ménages (-0,9% t/t). La désinflation est désormais nette (1,5% a/a en octobre 2024 contre 4,5% a/a un an plus tôt selon l'indice harmonisé), ce qui n'a pour le moment pas engendré une accélération de la croissance de la consommation des ménages (en dehors de l'effet JO). En conséquence, la croissance devrait être relativement stable à 1,2% en 2024 comme en 2025 (contre 1,1% en 2023).

TAUX & CHANGE

La Réserve fédérale américaine a entamé son cycle de détente monétaire en septembre, avec une première baisse, importante, de 50 pb suivie par une réduction de 25 pb en novembre. Le cycle de détente se poursuivrait, à ce rythme, à chaque réunion de la Fed jusqu'en mars 2025, avant une baisse plus graduelle de 25 pb par trimestre, portant la fourchette-cible des *Fed Funds* à 3,00-3,25 % fin 2025. Pour la BCE, nous prévoyons également des baisses successives de 25 points de base des taux directeurs à chacune de ses réunions, jusqu'à ce que le taux de dépôt atteigne 2% en juin 2025, puis une stabilisation à ce niveau, qui correspond au milieu de notre fourchette d'estimation du taux neutre. En décembre 2024, la Banque d'Angleterre opérerait, quant à elle, pour le *statu quo*, avant de réenclencher le cycle de baisse début 2025. Des deux

côtés de l'Atlantique, les taux directeurs en termes réels, et donc le degré de restriction monétaire, resteraient toutefois positifs d'ici au second semestre 2025. La baisse induite des taux longs devrait être limitée par l'importance des émissions obligataires sur fond de resserrement quantitatif.

La Banque du Japon (BoJ) a été la première banque centrale des pays du G7 à agir en 2024, en actant conjointement, lors de la réunion de politique monétaire de mars, la fin de la politique des taux d'intérêt négatifs et de contrôle des taux d'intérêt. Après avoir été ainsi relevée, passant d'un corridor de -0,1-0,0% à 0,0-0,1%, la cible de taux a fait l'objet d'un nouveau relèvement de +15 pb à l'occasion de la réunion de juillet. Dans le même temps, la réduction de moitié du volume d'achat des titres d'État a été annoncée. Nous prévoyons une normalisation progressive de la politique monétaire dans le pays, avec une hausse supplémentaire d'ici à la fin de l'année 2024 (+25 pb) et deux hausses de même ampleur en 2025.

Nous sommes fondamentalement baissiers sur le dollar mais il est, pour l'heure, soutenu par les tensions géopolitiques et les divergences entre les États-Unis et la zone euro. Cela conduit à reporter dans le temps la dépréciation attendue, notamment vis-à-vis de l'euro, et à la modérer. Le yen devrait aussi finir par se renforcer vis-à-vis du dollar US, sous l'effet, notamment, du décalage de politique monétaire, la BoJ étant en phase de resserrement monétaire.

CROISSANCE DU PIB ET INFLATION

%	Croissance du PIB				Inflation			
	2022	2023	2024 e	2025 e	2022	2023	2024 e	2025 e
États-Unis	2,5	2,9	2,7	2,1	8,0	4,1	2,9	2,3
Japon	1,1	1,7	-0,3	0,7	2,5	3,3	2,7	2,4
Royaume-Uni	4,8	0,3	0,9	1,5	9,1	7,3	2,6	2,9
Zone euro	3,4	0,5	0,8	1,5	8,4	5,4	2,3	1,9
Allemagne	1,4	-0,1	-0,1	0,9	8,7	6,0	2,4	2,1
France	2,6	1,1	1,2	1,2	5,9	5,7	2,3	1,2
Italie	4,2	1,0	0,5	1,1	8,7	5,9	1,1	1,8
Espagne	6,2	2,7	3,0	2,5	8,3	3,4	2,8	1,6
Chine	3,0	5,2	4,9	4,5	2,0	0,2	0,4	1,3
Inde*	7,0	8,2	6,9	6,7	6,7	5,4	4,7	4,3
Brésil	2,9	2,9	3,1	2,0	9,3	4,6	4,4	4,2

Source : BNP Paribas (e: Estimations, prévisions)

Mise à jour le 22 novembre 2024

* année budgétaire du 1er avril de l'année t au 31 mars de l'année t+1.

TAUX D'INTÉRÊT ET TAUX DE CHANGE

Taux d'intérêt, %		T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
Fin de période						
E-Unis	Fed Funds (borne supérieure)	4,50	4,00	3,75	3,50	3,25
	Treas. 10a	3,80	3,70	3,70	3,65	3,65
	Taux de dépôt	3,00	2,50	2,00	2,00	2,00
Zone euro	Bund 10a	2,15	2,10	2,10	2,15	2,25
	OAT 10a	2,88	2,80	2,85	2,85	2,95
	BTP 10 ans	3,60	3,40	3,45	3,55	3,65
	BONO 10 ans	2,93	2,85	2,85	2,88	2,98
	Taux BoE	4,75	4,50	4,25	4,00	3,75
Royaume-Uni	Gilt 10a	3,80	3,80	3,60	3,50	3,65
	Taux BoJ	0,50	0,50	0,75	0,75	1,00
Japon	JGB 10a	1,25	1,40	1,55	1,70	1,80
Taux de change		T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
Fin de période						
USD	EUR / USD	1,12	1,13	1,14	1,14	1,15
	USD / JPY	139	138	136	134	131
	GBP / USD	1,35	1,36	1,37	1,37	1,39
EUR	EUR / GBP	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83
	EUR / JPY	156	156	155	153	151
Pétrole		T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
Moyenne trimestrielle						
Pétrole	USD/baril	78	78	72	77	74

Sources : BNP Paribas (Market Economics, Interest Rate Strategy, FX Strateg, Commodities Desk Strategy)

Mise à jour le 1 novembre 2024



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

REVUE DES MARCHÉS

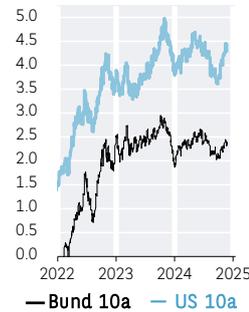
	en %		en pb			
	22-nov.-24	1 semaine	1 mois	Cumul annuel	1 an	
	Marchés obligataires					
Bund 2a	2.03	-11.5	-16.6	-64.2	-118.4	
Bund 5a	2.04	-9.9	-8.0	+9.8	-49.4	
Bund 10a	2.25	-10.1	-6.6	+25.1	-27.6	
OAT 10a	3.00	-0.3	+3.1	+52.8	-4.7	
BTP 10a	3.39	-6.1	-4.0	-14.3	-74.7	
BONO 10a	2.94	-8.0	-5.0	-1.2	-56.4	
Treasuries 2a	4.39	+6.2	+31.0	+5.5	-51.7	
Treasuries 5a	4.32	-0.1	+31.1	+45.5	-13.1	
Treasuries 10a	4.42	-2.5	+22.2	+55.5	-0.8	
Gilt 2a	4.15	-3.4	+34.1	+17.6	-44.1	
Treasuries 5a	4.25	-8.4	+24.7	+93.4	+19.8	
Gilt 10a	4.39	-8.4	+21.9	+78.6	+14.4	

	en niveau		variation, %			
	22-nov.-24	1 semaine	1 mois	Cumul annuel	1 an	
	Taux de change matières premières					
EUR/USD	1.04	-1.2	-3.7	-5.8	-4.2	
GBP/USD	1.25	-0.8	-3.5	-1.7	+0.5	
USD/JPY	154.90	-0.0	+2.6	+9.9	+3.5	
DXY	111.99	+7.9	+11.5	+10.5	+6.1	
EUR/GBP	0.83	-0.4	-0.2	-4.1	-4.7	
EUR/CHF	0.93	-0.5	-0.5	+0.1	-3.3	
EUR/JPY	161.26	-1.2	-1.2	+3.5	-0.9	
Pétrole (Brent, \$)	74.96	+3.8	-1.4	-3.5	-8.7	
Or (once, \$)	2706	+5.2	-1.4	+31.0	+35.7	

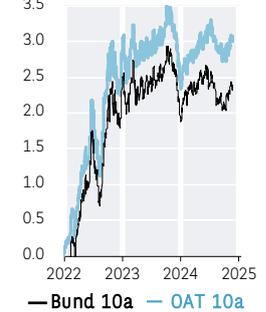
	en niveau		variation, %			
	22-nov.-24	1 semaine	1 mois	Cumul annuel	1 an	
	Indices actions					
Monde						
MSCI Monde (\$)	3766	+1.5	+0.9	+18.8	+25.3	
Amérique du Nord						
S&P500	5969	+1.7	+2.0	+25.1	+31.0	
Dow Jones	44297	+2.0	+3.2	+17.5	+25.6	
Nasdaq composite	19004	+1.7	+2.3	+26.6	+33.2	
Europe						
CAC 40	7255	-0.2	-3.7	-3.8	-0.1	
DAX 30	19323	+0.6	-0.5	+15.3	+21.1	
EuroStoxx50	4789	-0.1	-3.0	+5.9	+10.0	
FTSE100	8262	+2.5	-0.5	+6.8	+10.6	
Asie						
MSCI, loc.	1407	-0.3	+1.6	+12.8	+14.1	
Nikkei	38284	-0.9	-0.3	+14.4	+14.4	
Emergents						
MSCI Emergents (\$)	1087	+0.2	-4.8	+6.2	+10.5	
Chine	62	-1.8	-7.0	+12.5	+7.9	
Inde	1039	+1.3	-3.4	+12.7	+24.0	
Brésil	1389	+0.6	-2.6	-22.8	-17.7	

Eurostoxx600		S&P500	
Année 2024 au 22-11, €		Année 2024 au 22-11, \$	
+20.4%	Banques	+50.2%	Banques
+18.6%	Télécoms	+44.3%	Construction
+18.2%	Assurances	+42.2%	Technologie
+15.9%	Médias	+42.0%	Assurances
+14.1%	Industrie	+41.8%	Scs financiers
+11.6%	Distribution	+40.4%	Automobile
+10.4%	Voyages & loisirs	+39.8%	Distribution
+7.3%	Santé	+38.0%	Télécoms
+6.6%	Construction	+36.4%	Scs collectivités
+6.1%	Indice	+32.8%	Indice
+2.2%	Technologie	+31.1%	Industrie
+0.7%	Scs collectivités	+28.5%	Voyages & loisirs
-2.1%	Foncières	+23.4%	Pétrole & gaz
-2.9%	Pétrole & gaz	+20.0%	Médias
-6.0%	Agroalimentaire	+18.4%	Pdts ménagers & soins
-6.8%	Chimie	+11.9%	Santé
-8.4%	Matières premières	+10.7%	Chimie
-10.2%	Bs. de conso.	+10.2%	Matières premières
-15.6%	Automobile	+3.8%	Agroalimentaire

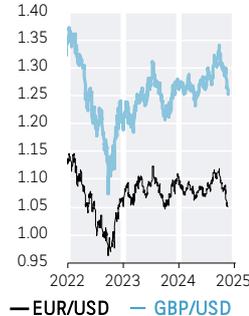
Bund 10a vs US Treas. 10a



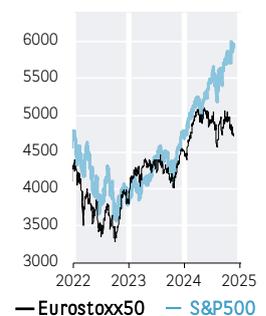
Bund 10a vs OAT 10a



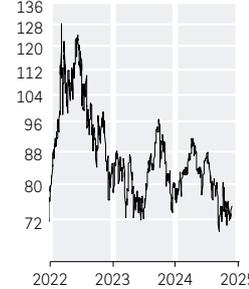
EUR/USD vs GBP/USD



EUROSTOXX 50 vs S&P500



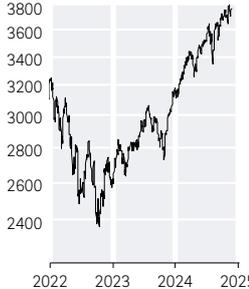
Pétrole (Brent, \$)



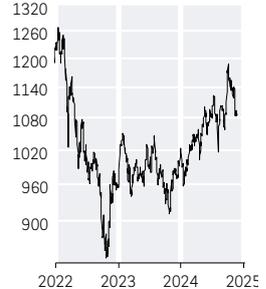
Or (once, \$)



MSCI monde (\$)



MSCI Emergents (\$)



SOURCE: REFINITIV, BNP PARIBAS



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

DERNIÈRES PUBLICATIONS DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

8

France - Allemagne Prix des services : une poche d'inflation qui devrait perdurer en 2025	EcoBrief	27 novembre 2024
États-Unis et Mexique : des partenaires particuliers	Graphique de la Semaine	22 novembre 2024
Les émergents, victimes d'une guerre commerciale annoncée	EcoEmerging	22 novembre 2024
Renaissance de l'Europe du Sud	EcoTV	21 novembre 2024
Scénario économique et revue des marchés du 18 novembre 2024	EcoWeek	18 novembre 2024
Europe du Sud : la rentabilité des banques au plus haut depuis 2007, mais sans doute pas durablement	Graphique de la Semaine	15 novembre 2024
Maîtrise budgétaire et investissement public : le pari difficile du budget britannique	EcoTV	14 novembre 2024
Baisse des taux : quel impact sur l'économie mondiale ?	Hors Série	14 novembre 2024
À quelque chose malheur (européen) est bon	EcoWeek	12 novembre 2024
Réunion de la Fed : reprise des affaires courantes	EcoBrief	8 novembre 2024
Numéro de novembre 2024	Le Petit Atlas de l'Économie Française	8 novembre 2024
France Investissement des entreprises : le logiciel dépasse la brique	Graphique de la Semaine	6 novembre 2024
État du commerce mondial à l'orée de l'élection présidentielle américaine	EcoWeek	4 novembre 2024
Élection présidentielle américaine : les enjeux économiques sous-jacents	EcoConjoncture	31 octobre 2024
En 2024, la barre de +1,5°C de réchauffement climatique est franchie	Graphique de la Semaine	30 octobre 2024
Des réunions mondiales à l'ombre des élections américaines	EcoWeek	29 octobre 2024
EcoPulse Octobre 2024	EcoPulse	29 octobre 2024
Déprime sur les marchés pétroliers	EcoTV	24 octobre 2024
Inflation et politique monétaire en Égypte	Graphique de la Semaine	23 octobre 2024
France : Cette consolidation budgétaire sera-t-elle différente ?	EcoWeek	21 octobre 2024
Dettes et croissance, croissance et dettes	EcoTV	17 octobre 2024



RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

Isabelle Mateos y Lago
Cheffe économiste +33 1 87 74 01 97 isabelle.mateosylago@bnpparibas.com

ÉCONOMIES DE L'OCDE ET STATISTIQUES

Hélène Baudchon
Adjointe à la cheffe économiste - Responsable +33 1 58 16 03 63 helene.baudchon@bnpparibas.com

Stéphane Colliac
France, Allemagne +33 1 42 98 26 77 stephane.colliac@bnpparibas.com

Guillaume Derrien
Zone euro, Royaume-Uni - Commerce international +33 1 55 77 71 89 guillaume.a.derrien@bnpparibas.com

Anis Bensaidani
États-Unis, Japon +33 1 87 74 01 51 anis.bensaidani@bnpparibas.com

Lucie Barette
Europe du Sud +33 1 87 74 02 08 lucie.barette@bnpparibas.com

Tarik Rharrab
Statistiques +33 1 43 16 95 56 tarik.rharrab@bnpparibas.com

PROJECTIONS ÉCONOMIQUES, RELATIONS AVEC LE RÉSEAU FRANCE

Jean-Luc Proutat
Responsable +33 1 58 16 73 32 jean-luc.proutat@bnpparibas.com

ÉCONOMIE BANCAIRE

Laurent Quignon
Responsable +33 1 42 98 56 54 laurent.quignon@bnpparibas.com

Céline Choulet +33 1 43 16 95 54 celine.choulet@bnpparibas.com

Thomas Humblot +33 1 40 14 30 77 thomas.humblot@bnpparibas.com

Marianne Mueller +33 1 40 14 48 11 marianne.mueller@bnpparibas.com

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET RISQUE PAYS

François Faure
Responsable – Argentine, Turquie, méthodologie, modélisation +33 1 42 98 79 82 francois.faure@bnpparibas.com

Christine Peltier
Adjointe – Grande Chine, Vietnam, méthodologie +33 1 42 98 56 27 christine.peltier@bnpparibas.com

Stéphane Alby
Afrique francophone +33 1 42 98 02 04 stephane.alby@bnpparibas.com

Pascal Devaux
Moyen-Orient, Balkans +33 1 43 16 95 51 pascal.devaux@bnpparibas.com

Hélène Drouot
Corée, Thaïlande, Philippines, Mexique, pays andins +33 1 42 98 33 00 helene.drouot@bnpparibas.com

Salim Hammad
Amérique latine +33 1 42 98 74 26 salim.hammad@bnpparibas.com

Cynthia Kalasopatan Antoine
Ukraine, Europe centrale +33 1 53 31 59 32 cynthia.kalasopatanantoine@bnpparibas.com

Johanna Melka
Inde, Asie du Sud, Russie, Kazakhstan +33 1 58 16 05 84 johanna.melka@bnpparibas.com

Lucas Plé
Afrique anglophone et lusophone +33 1 40 14 50 18 lucas.ple@bnpparibas.com

CONTACT MEDIA

Mickaëlle Fils Marie-Luce +33 1 42 98 48 59 mickaelle.filsmarie-luce@bnpparibas.com



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

ECOCONJONCTURE

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

ECOEMERGING

Analyses et prévisions sur une sélection d'économies émergentes

ECOPERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principaux pays, développés et émergents

ECOFFLASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...

ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...

ECOPULSE

Baromètre mensuel des indicateurs conjoncturels des principales économies de l'OCDE

ECOCHARTS

Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

ECOTV WEEK

Quel est l'évènement de la semaine ?
La réponse dans vos deux minutes d'économie

EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT
voir le site des études économiques

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN
voir la page [linkedin](#) des études économiques

OU TWITTER
voir la page [twitter](#) des études économiques



Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site <https://globalmarkets.bnpparibas.com>.

Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant :

https://economic-research.bnpparibas.com/LegalNotice/Markets_360_Country_Specific_Notices.pdf

© BNP Paribas (2024). Tous droits réservés.

Bulletin publié par les Etudes Economiques – BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet : www.group.bnpparibas - www.economic-research.bnpparibas.com
Directeur de la publication : Jean Lemierre
Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago
Copyright : Yarm Sasha

